



Monsieur le Délégué du Directeur Général

Les sections syndicales départementales de l'Indre et Loire, Solidaires, CGT, FO, CFTC ont décidé de répondre à votre invitation pour dénoncer la politique d'austérité et ses avatars, le pacte de responsabilité, la Revue Générale des Missions de l'État et la Démarche Stratégique qui exercent des effets ravageurs sur les services des Finances Publiques et les conditions de travail des agents.

En effet notre département n'est pas épargné :

- 16 suppressions d'emplois en 2015 (73 suppressions d'emplois depuis 2012)
- Un nombre croissant de vacances d'emplois qui atteint un niveau inégalé pour exemple et pour la seule catégorie C, plus de 26 emplois vacants au 31 août prochain.
- En termes de dépenses immobilières et au prétexte de rationalisation, la concentration des structures de notre réseau départemental, (3 fermetures de postes, 8 restructurations).
- La chasse aux impressions et la quête à la dématérialisation des échanges avec l'ensemble des usagers ont atteint leurs limites.
- Applications informatiques obsolètes (logiciels de bureautique différents d'un poste à un autre et pas toujours compatibles).
- Un renouvellement du parc micro-informatique très insuffisant (certains ordinateurs ont près de 10 ans et sont régulièrement en panne), alors que notre administration nous demande de promouvoir la dématérialisation.
- Abandon de l'entretien de certains de nos locaux (Portalis à Tours, remplacement des fenêtres et radiateurs de tous les étages du Champ Girault sauf le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage), baisse des fournitures de bureau, remise en cause des remboursements des frais de déplacement.
- Maintenance défailante pour les matériels (CUMATIC, photocopieurs, portes d'entrées...)

À cette situation les seules réponses de l'Administration sont : toujours plus de restructurations et désormais une réduction générale des horaires d'ouverture au public! Autant de décisions qui conduisent au renoncement du service public, par entre autres, l'éloignement et l'inaccessibilité de nos services pour les usagers.

Et tout cela se fait sur fond de gel du point d'indice, d'attaques sur le régime indemnitaire, main basse sur la prime collective d'intéressement annuelle, fin du versement de l'indemnité exceptionnelle compensatrice des prélèvements de CSG, absence de contrepartie à l'extension imposée de nos compétences et réduction massive des possibilités de promotion.

Le dialogue social est lui aussi en recul pour exemples :

- un engagement pris pour le 1^{er} janvier, n'est plus valable pour le 2 janvier (fusion des secteurs d'assiette au SIP Tours Nord-Ouest)
- les avis des agents non pris en compte, (la décision unilatérale pour la création d'une caisse commune pour les SIP, la Trésorerie Tours Municipale et la Paierie Départementale).

Le 9 avril, les agents du département ont exprimé leur large mécontentement. Ils étaient en grève avec un taux supérieur de 7 points par rapport au taux national. Nul doute qu'en Indre et Loire, les agents arrivent au point de rupture et leurs revendications ne sont toujours pas entendues.

Voici le message que nos quatre organisations syndicales peuvent aujourd'hui porter : il faut mettre un coup d'arrêt aux suppressions d'emplois, aux réorganisations et restructurations incessantes, abandonner la démarche stratégique, maintenir le maillage territorial du réseau de proximité, maintenir toutes les missions de la DGFIP et garantir les droits des agents.

Nous attendons plus que jamais des actes mettant fin à cette régression. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de porter auprès du Directeur général l'ensemble de ces revendications et que nous ne resterons donc pas plus longtemps à cette audience.